

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 21 OCTOBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Votera contre qu'en déplaie...
- 2) Le « coup de pub »
- 3) Elle préconise plus d'expulsions
- 4) Toujours d'actualité
- 5) Il souhaite sa défaite...
- 6) Des (supers!) miettes pour les retraités...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Ce député PS frondeur qui votera contre le budget du gouvernement



Le député PS de "l'aile gauche" Pouria Amirshahi, en septembre 2014.

Photo ZIHNIOGLU KAMIL/SIPA

RÉBELLION - Alors que les députés de l'aile gauche du PS hésitent entre voter ou s'abstenir sur le projet de budget du gouvernement mardi, l'un d'eux va plus loin. Pouria Amirshahi votera contre, nous indique son entourage.

Une voix très dissonante qui risque de semer le trouble au Parti socialiste. Le député PS Pouria Amirshahi s'apprête à voter contre le projet de budget de l'Etat pour 2016 ce mardi à l'Assemblée nationale, a annoncé, peu avant le vote, son entourage à metronews. De ce fait, il va beaucoup plus loin que les simples menaces brandies jusqu'ici par ses camarades frondeurs.

Le député de "l'aile gauche" du PS (qui conteste la ligne politique du Premier ministre Manuel Valls) entend ainsi dénoncer un nouveau budget créant un "déséquilibre scandaleux" entre les mesures "sans contrepartie" au profit des entreprises et les politiques publiques.

"Déguisement démocratique"

Pouria Amirshahi s'était illustré ces derniers jours en dénonçant "une forme de mascarade, de déguisement démocratique qui consiste à s'arranger d'un vote que lorsqu'on est sûr de sa majorité". Il s'exprimait à propos de la baisse des dotations aux collectivités (3,5 milliards d'euros), inscrite dans ce projet de budget.

Le député, qui pourrait être le seul à voter contre le budget, se dissocie ainsi des autres "frondeurs" socialistes qui hésitaient mardi entre un vote "pour" ou une abstention sur le projet du gouvernement. Il s'expose de fait à des sanctions - "il en est conscient", nous précise son entourage - le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, ayant menacé les députés socialistes qui voteraient contre des textes déposés par la majorité.

"Politique sans vision d'avenir"

Dans un communiqué adressé après le vote de cette première partie du budget (277 voix pour, 247 contre, 32 abstentions), le député a confirmé sa position. "Ce budget est en contradiction avec les orientations prônées par le PS lui-même", a-t-il plaidé, fustigeant "un entêtement dans une politique sans vision d'avenir et sans résultat en matière de lutte contre les inégalités et les injustices".



Vincent Michelon
Service Politique

metronews.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Référendum PS : les frondeurs écrivent à Cambadélis pour regretter «un coup de pub»



Poitiers (Vienne), le 5 juin. Le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis et le chef de file des frondeurs Christian Paul lors du congrès du parti. (Abaca/Patrick Bernard.)

Des parlementaires fondeurs socialistes, dont Christian Paul, Benoît Hamon et Marie-Noëlle Lienemann, ont écrit à Jean-Christophe Cambadélis au lendemain des résultats du référendum sur l'unité aux régionales. «Aujourd'hui, comme nous le pressentions, rien n'est réglé. L'objectif de l'unité est vital, mais ton diagnostic est erroné, et plus grave, il enferme le PS dans une attitude défensive et impuissante», écrivent-ils dans une lettre signée par une vingtaine de frondeurs.

Ils assurent que la gauche du PS «n'a rien fait pour gêner ce référendum». Sur le terrain, des fédérations critiques vis à vis de ce processus ont quand même traîné des pieds et certains n'ont pas

pris la peine de tenir des points de vote. Mais, ajoutent-ils, «nous avons une autre ambition pour le parti de Jaurès et de Blum, de Mitterrand et de Jospin. Les coups de pub ne remplacent jamais les processus politiques de fond».

«C'est la déception qui produit la dispersion à gauche, insistent ces socialistes. (...) pour résister à ce que tu nommes le bloc réactionnaire il va nous falloir bien d'autres arguments». Les frondeurs appellent le PS à «défendre une profonde réforme de justice fiscale, le pouvoir d'achat et le soutien à l'économie, soutenir l'investissement public local».

Le Premier secrétaire du PS avait organisé ce scrutin pour mettre la pression sur les écologistes et le Parti communiste qui refusent l'union avec le PS, y compris dans les régions où le FN peut l'emporter. Mais après le référendum, les lignes n'ont pas bougé et Emmanuelle Cosse, la patronne d'EELV, a rejeté ce scrutin dont, selon elle, «les Français se foutent».

Pendant les trois jours de la tenue du référendum, le PS a été moqué et critiqué sur la sincérité du scrutin. Les conditions de vote sur internet permettaient notamment à une même personne de voter plusieurs fois en se créant plusieurs adresses mail. Mais Jean-Christophe Cambadélis s'est lui dit satisfait du résultat de cette initiative. «C'est le top, pas le flop», s'est-il félicité dimanche soir en annonçant plus de 250 000 votants.

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Asile : la Cour des comptes préconise des délais raccourcis... et davantage d'expulsions

Par Luc Peillon



A l'entrée d'un centre de séjour hébergeant une centaine de réfugiés dans les environs de Cergy, en région parisienne, le 16 septembre. Photo Jacques Demarthon.AFP

Dans un référé rendu ce mardi, les juges de la rue Cambon soulignent la hausse de 50% du coût de la procédure d'asile en France en quatre ans. Et avancent leurs pistes.

Asile : la Cour des comptes préconise des délais raccourcis... et davantage d'expulsions

La procédure d'asile en France a un coût élevé, mais bien moins que prévu initialement. Cinq mois après le pré-rapport alarmiste de juin, publié par le Figaro, la Cour des comptes vient de finaliser ses calculs. Selon son «référé» rendu public ce mardi, les frais d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile ont représenté, en 2013, 690 millions d'euros, auxquels il convient d'ajouter les dépenses de santé et les frais de scolarité des enfants, «difficiles à évaluer avec précision». Un chiffre très éloigné, cependant, des deux milliards d'euros évoqués au printemps. Ce montant connaît néanmoins une hausse de plus de 50% entre 2009 et 2013, alors que le nombre de demandeurs d'asile n'a progressé que de 36% sur la même période. Principaux postes de dépenses : les centres d'accueil et l'allocation temporaire d'attente (ATA, en hausse de 179% sur quatre ans).

Afin de «mieux maîtriser la politique d'asile», la Cour des comptes préconise, en premier lieu, une réduction de la durée de traitement des demandes, aujourd'hui de deux ans en moyenne. Un délai

plus important que dans les autres pays européens, et notamment en Allemagne (un an). Or, si les juges notent avec satisfaction que la réforme adoptée en juillet s'est fixé comme principal objectif de réduire cette durée à neuf mois, elle s'inquiète du fait qu'il s'agisse «de délais moyens, et non maximaux, qui ne seront pas sanctionnés en cas de dépassement».

Centres d'accueil et expulsions

Autre recommandation : créer davantage de places en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA). Car aujourd'hui, moins d'un tiers des demandeurs d'asile sont hébergés dans ces centres, les autres résidant, au mieux, dans des structures d'urgence de droit commun ou dans des hôtels, sans accompagnement spécifique. Et de suggérer, entre les lignes, que les demandeurs d'asile occupent, de fait, des places qui devraient normalement revenir aux mal logés.

A noter, là encore, que le gouvernement s'était engagé, en juin dernier, à construire 4 000 places supplémentaires d'ici fin 2016. Ce qui, en plus des 4 200 déjà lancés, devrait porter la capacité du parc d'accueil à quelque 34 000 places. Soit un doublement en dix ans.

Cette demande, enfin, qui peut surprendre de la part de la Cour des comptes : augmenter le nombre des expulsions de ceux qui se voient refuser l'asile. Selon elle, 74% des demandeurs d'asile sont déboutés, mais seuls 6,8% de ceux qui reçoivent une obligation de quitter le territoire français (OQTF) sont expulsés, contre 16,8% en moyenne pour l'ensemble des étrangers en situation irrégulière. Or comme seul un débouté sur deux reçoit une OQTF, il n'y a eu, au final, que 1 432 éloignements sur 40 206 déboutés en 2014. «In fine, note la Cour, plus de 96% des personnes déboutées resteraient en France.»

Le Premier ministre, de son côté, fait valoir dans une lettre que les juges ont négligé, dans leur calcul, les cas des demandeurs d'asile obtenant un titre de séjour, ainsi que les départs volontaires. Selon lui, 6 500 titres sont ainsi délivrés chaque année, dans le respect du droit, aux étrangers malades et 9 000 aux parents d'enfants français, dont une grande partie après l'échec d'une demande d'asile.

Par ailleurs, note la Cour, «le plan d'action du gouvernement annoncé le 17 juin 2015 prévoit "la mise en œuvre d'une politique d'éloignement plus efficace dissuadant le maintien de personnes en

en situation irrégulière dans des structures d'hébergement d'urgence'».

Luc Peillon



IV) Sondage: 70% des Français jugent qu'il y a trop d'étrangers en France

IMMIGRATION Selon un sondage publié par «Le Monde». 24.01.2013 à 00:00 Mis à jour le 25.01.2013 à 07:46



La Tour Eiffel, à Paris. - SUPERSTOCK/SUPERSTOCK/SIPA

Reuters

Sondage après sondage, les Français semblent s'enfoncer dans une profonde déprime, sur fond de chômage croissant et de débat sur le retard de compétitivité de la France. Selon une enquête de l'institut Harris Interactive pour la Chaîne parlementaire, si 51% des Français jugent leur vie meilleure que celle de leurs parents, 48% ont un avis contraire. Cette proportion monte à 60% chez les personnes âgées de 25 à 34 ans, 59% pour les 35-49 ans et 63% pour les plus modestes, révélant une fracture avec les plus âgés, les plus aisés et les plus diplômés qui croient encore majoritairement à un progrès.

Selon ce sondage, effectué les 16 et 17 janvier

auprès de 1.208 personnes, les Français ne sont plus que 44% à penser que la culture française est un vecteur d'influence dans les débats internationaux. Une enquête Ipsos, réalisée du 9 au 15 janvier auprès de 1.016 personnes et publiée par Le Monde, confirme aussi ce pessimisme persistant des Français, qui seraient 61% à voir une menace pour la France dans la mondialisation. Les sondés sont 90% à constater le déclin de la puissance économique de la France depuis 10 ans et 63% l'affaiblissement de son rayonnement culturel. Selon l'historien Michel Winock, interrogé par le quotidien, ce sondage révèle que «les ingrédients du populisme sont là et dépassent l'électorat de (la présidente du Front national) Marine Le Pen».

«Peur du présent et de l'avenir»

Ainsi, 70% des personnes interrogées se reconnaissent dans l'idée qu'il y a trop d'étrangers en France, 72% estiment que le système démocratique ne fonctionne pas bien et 87% que le pays a besoin d'un «vrai chef» pour «remettre de l'ordre». Une opinion partagée de l'extrême gauche à l'extrême droite, même si c'est avec des nuances sensibles (74% des sympathisants du Front de gauche, 70% de ceux du PS, 84% de ceux du MoDem, 98% de ceux de l'UMP et 97% de ceux du Front national).

Pour Michel Winock, la France est hantée par «la peur du présent et de l'avenir», du chômage, de la détérioration de l'économie, de la mondialisation, des étrangers, de l'islam, ce qui alimente une tentation du repli sur soi. Selon un sondage Tilder-LCI-Opinion way publié mercredi, 64% des Français se disent mécontents de la politique économique et sociale du gouvernement actuel.



LAPRESSEENREVUE.EU

François Hollande a été chahuté à son arrivée à La Courneuve cet après-midi : "Le changement, c'est quand ? On vit dans la misère", a crié un homme à l'adresse du président

François Hollande a été chahuté lors de son arrivée ce mardi après-midi à La Courneuve, commune populaire de Seine-Saint-Denis marquée voici dix ans par de violentes émeutes, sous des huées et quelques applaudissements de riverains.

Alors qu'il se dirigeait vers une pépinière d'entreprises pour lancer officiellement l'agence nationale de développement économique, des habitants contenus derrière un cordon, dont de nombreux jeunes, ont lancé des huées de protestation tandis que quelques applaudissements retentissaient parmi la foule.

"Le changement, c'est quand ? On vit dans la misère à La Courneuve", a crié un homme à l'adresse du président, entouré d'un important service d'ordre.

"Je viens dix ans après ce qui s'était produit, ce drame terrible de Clichy, les émeutes qui avaient eu lieu. On doit mettre de l'apaisement, de la cohérence et de la solidarité", a déclaré le président à la presse avant de serrer quelques mains de riverains et de s'engouffrer dans le bâtiment.

"Ouvre la porte !", ont crié quelques habitants voulant entrer à l'intérieur des locaux de la pépinière. Certains ont brandi des téléphones portables pour photographier les forces de l'ordre en nombre autour du périmètre.

Par ailleurs, une centaine de militants de la CGT, dont une trentaine d'Air France, qui voulaient interpeller le président, ont été contenus par les forces de l'ordre à bonne distance de la pépinière.

(Avec agences)

nouvelobs.com

V) Alain Minc : « Je souhaite la défaite de François Hollande en 2017 »

Par Propos recueillis par Sarah Belhadi et Philippe Mabille



Pour Alain Minc, « La monnaie unique est la dernière ligne qui sépare la partie dure de la droite et le Front national » (Crédits : Reuters)

L'identité de la France, les musulmans, la croissance mondiale, "le provincialisme et l'arrogance" de l'industrie allemande, les enjeux de la présidentielle de 2017... "La Tribune" a interrogé Alain Minc, qui publie chez Grasset son 37e livre, "Un Français de tant de souches".

LA TRIBUNE - Vous êtes l'auteur d'une trentaine d'ouvrages mais "Un Français de tant de souches" est sans doute votre livre le plus personnel. Dans ce dernier, vous évoquez vos origines, votre judéité, mais aussi votre sentiment sur le concept d'identité française tant débattue parmi les intellectuels...

ALAIN MINC - La France, pourtant longtemps pays d'accueil, a aujourd'hui de grandes difficultés à intégrer. Dans ce pays, il est devenu plus aisé de parler des 35 heures que d'intégration. C'est pourtant une question omniprésente. À titre d'exemple, je pense qu'il faut aujourd'hui suspendre la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, pour une période limitée, afin de pouvoir faire deux choses : construire des mosquées sous contrôle de la puissance publique plutôt que de les voir financer par l'Arabie Saoudite, le Qatar, ou par des mouvements opaques. Et, deuxièmement, mettre la formation des imams sous contrôle public.

À vous entendre, vous seriez donc favorable à cet « Islam de France », tant débattu sous la

musulmane était une bonne idée mais c'est très difficile. Il faut d'abord se concentrer sur l'appareil religieux et la formation des prêtres. Il y a une chose très simple que l'on pourrait faire, et qui est de l'ordre du possible puisque la France vit en Alsace-Lorraine sous le régime concordataire.

Le paradoxe, c'est d'ailleurs que ce régime s'applique au catholicisme, au protestantisme et au judaïsme, mais pas aux musulmans. On paye les prêtres, les curés, les pasteurs, les rabbins, et je pense qu'il serait de bon augure de mettre la religion musulmane sous le même statut dans cette région.

Cela permettrait d'avoir des instituts de formation d'imams et d'étendre cela pour l'ensemble de la France. Je souhaite qu'une telle option soit envisagée pour le prochain quinquennat.

Vous vous définissez dans le livre comme « le seul ashkénaze optimiste ». Mais l'heure est plutôt favorable à un constat sombre : le FMI vient à nouveau de réviser à la baisse ses prévisions de croissance mondiale. À l'exception des États-Unis, la croissance est à la peine en Europe, et elle se casse la figure en Chine...

Certes, il y a un problème avec la croissance chinoise, mais de là à considérer qu'elle se casse la figure, c'est un raccourci journalistique. En réalité, on ignore le taux réel de croissance en Chine, on ne sait pas non plus quels sont les effets des mesures anti-corruption sur l'investissement public et la consommation.

Et il faut garder à l'esprit que les Chinois ont 3.500 milliards de dollars de réserves financières, ce qui aide à faire des plans de relance. Si la France était dans une telle situation créditrice en matière de réserves, l'endettement public n'existerait pas ! Il y a deux ans, on disait que la Chine était un exemple de croissance ininterrompu, aujourd'hui, on argue qu'elle va tomber en récession.

Quant aux à-coups boursiers, il faut relativiser : la Bourse de Shanghai a baissé de 30% après avoir grimpé de 130%.

La situation en Europe est toutefois

Quand on analyse la situation en Europe, il ne faut pas regarder le PIB, mais le PIB par habitant.

La tentative d'organiser la communauté

Par exemple, ceux de l'Allemagne et des États-Unis sont semblables. Et pourtant, l'Allemagne croît seulement de 1,5% alors que les États-Unis enregistrent 3,5% de croissance. Car, la population américaine augmente chaque année de 2 % alors qu'elle baisse de 1% en Allemagne. Donc on ne peut pas comparer les chiffres de la croissance européenne dans un contexte de décroissance démographique, avec ceux des États-Unis.

La France a l'extrême chance à long terme d'avoir une démographie dynamique, et la malchance à court terme d'en porter le poids. Elle pèse en effet sur l'emploi, ce qui explique en partie la pression sur le taux de chômage dans notre pays. En réalité, dans l'écart de chômage entre la France et l'Angleterre, la moitié représente la démographie. Chez nous, le PIB par habitant stagne alors qu'il augmente dans tous les autres pays d'Europe. Cette situation affecte le climat du pays car les gens ont le sentiment de vivre en crise permanente.

Ces derniers mois, la crise grecque, l'affaire des migrants, ne nous montrent-elles pas que l'Europe est en perte de vitesse ?

L'Europe ne va pas bien, c'est vrai. Mais quelle est la zone la plus libre du monde ? Autrefois, on répondait les États-Unis. Aujourd'hui, en termes de droits de l'Homme, d'habeas corpus, de droits individuels (avortement, euthanasie), l'Europe a le système de valeurs le plus libre du monde. Nous pouvons également être satisfaits de notre système institutionnel : le pouvoir fonctionne mieux à Bruxelles qu'à Washington.

Alors que les Européens ont voté le premier plan d'aide à la Grèce en un mois, les Américains ont mis huit mois à voter un plan pour les banques, en raison d'un refus de la Chambre des représentants. La deuxième crise grecque a ensuite été soldée en deux mois par les 17 parlements de la zone euro.

Au même moment, les États-Unis se sont retrouvés à un millimètre du défaut de paiement à cause du conflit entre républicains et démocrates. La réalité, c'est que Washington ne fonctionne pas à cause de l'opposition entre un Congrès de plus en plus idéologique et une présidence politiquement différente. Barack Obama n'a pas plus de pouvoir que Jean-Claude Juncker !

Pourtant, les États-Unis ont encore un pouvoir de pression et d'action. Le pays a révélé la manipulation de tests anti-pollution chez

Volkswagen. Que traduit pour vous ce scandale ?

Cette affaire est l'illustration du provincialisme et de l'arrogance - et pour moi les deux sont liés - de l'industrie allemande. C'est tout de même fascinant que personne au sein du groupe n'a pu dire que les États-Unis sont le seul pays où il ne faut pas mentir. C'est incroyablement provincial ! Et cela témoigne d'une méconnaissance du monde.

Et le côté arrogant consistant à penser que « nous sommes intouchables, rien ne nous arrivera ». Je pense que c'est une crise salutaire pour le monde économique allemand qui ne respecte pas les règles anglo-saxonnes des entreprises, à cause de caractéristiques propres à ce pays : la cogestion, la faible pression des investisseurs internationaux, le nombre de sociétés non cotées, et cette atmosphère de corruption.

En revanche, contrairement à ce que l'on raconte, cette crise d'image n'affectera pas Volkswagen qui sera, le cas échéant, nationalisé par le pays le plus riche d'Europe.

Dans un rapport publié en 1977 avec Simon Nora sur l'informatisation de la société, vous anticipiez le formidable mouvement de progrès de productivité que nous connaissons dans les services. Mais, aujourd'hui, le paradoxe annoncé par l'économiste et prix Nobel Solow se confirme : l'informatique est partout... sauf dans les statistiques de productivité. Notre époque n'est-elle qu'une « transition négative ? »

Si on raisonne en termes d'emplois classiques, il est clair que notre époque révèle une polarisation entre les emplois très qualifiés d'un côté, et ceux très peu qualifiés de l'autre. Au fond, le capitalisme est une machine à produire de l'efficacité et de l'inégalité. Quand il tourne à pleine vitesse, il en fabrique beaucoup, et avec la révolution technologique cette inégalité concerne directement l'emploi. Cela signifie que ce sont les emplois moyens qui sont pris en sandwich. C'est un phénomène lié à l'évolution des services avec le monde technologique.

Quand on parle des grandes startups qui ont réussi, on ne fait pas de distinction. Uber et Airbnb, ce n'est pas la même chose ! Le premier est un système intelligent pour mettre à bas un monopole. Le second donne de la valeur à un capital nul. C'est donc un acte économique positif,

et qui génère, in fine, du pouvoir d'achat.

En 1994, vous avez publié "Le Nouveau Moyen-Âge", un ouvrage beaucoup plus sombre. Vous expliquiez que la fin du dualisme idéologique entre libéralisme politique et communisme nous oblige à repenser notre monde. Vit-on actuellement un nouveau Moyen-Âge qui se manifeste par la fin du salariat, la crise des migrants, ou encore par l'émancipation des métropoles face à la puissance étatique ?

Dans ce pays, on oublie que chaque Français est 50 % plus riche que chaque Allemand. Pour des raisons évidentes : l'Allemagne a été détruite deux fois. Il existe des régions plus riches que la France, mais pas de pays. La France est incroyablement riche et la main-d'oeuvre - à tous les niveaux - y est bien formée. Les investisseurs étrangers le savent, et malgré la difficulté pour créer des usines ici, ils s'intéressent à la France.

De plus, contrairement à l'Espagne, nous ne sommes pas menacés par des séparatismes. Enfin, c'est un pays tonique : on compte le même nombre de startups par million d'habitants à Paris qu'aux États-Unis et en Israël.

Si la France est si riche, pourquoi est-elle autant à la traîne ?

Entre 1983 et 1995, la France - gauche et droite réunies - a consenti un effort considérable qui lui a permis d'être plus productive que l'Allemagne de 10 % à 15 %. La balance externe (ou commerciale) s'est retrouvée dans une situation d'équilibre. Mais, entre 1995 et 2007, nous sommes passés de 15 points de productivité de plus, à 10 à 15 points de productivité de moins.

Deux causes expliquent ce retournement : les 35 heures imposées par la loi par Lionel Jospin, puis les manipulations liées à la réunification des Smic en 2002. Elles ont eu de lourdes conséquences sur notre compétitivité. Et, pendant ce temps, Berlin a fait avec Schröder les réformes dont la France aurait tant eu besoin.

Nous approchons de la fin du quinquennat. Quelles seraient selon vous les priorités d'un programme de redressement ?

Je suis persuadé qu'il faut augmenter la TVA de 1% chaque année pendant cinq ans et placer cet argent dans une cagnotte spéciale pour éviter qu'il

serve à renflouer le déficit. Il pourrait permettre de baisser les charges au profit des entreprises, à deux tiers, et un tiers au profit des salariés. Nous avons un différentiel de cinq points de TVA avec les pays du Nord.

Mais je crains qu'aucun homme politique n'ait le courage de faire cette réforme fiscale. Notre pays doit sortir du débat idéologique sur l'âge de la retraite, et accepter de le lier à l'espérance de vie. Il faut évidemment supprimer les 35 heures, et ainsi mettre un terme, sur cinq ans, aux milliards d'euros qui les subventionnent. Quant au vieux serpent de mer des fonctionnaires, la solution est simple. Servons-nous des exemples de la Poste et de France Telecom. On pourrait envisager de ne pas toucher au statut pour ceux qui en bénéficient, et embaucher hors statut pour les nouveaux arrivants. Ce régime serait ainsi limité à quelques fonctions régaliennes.

Le logement est le seul secteur qui nécessite selon moi une purge « thatchérienne », autrement dit une libéralisation extrême. Mais pour ce faire, il faudrait enlever les permis de construire aux maires, autant dire qu'une telle mesure n'est pas près de voir le jour !

Vous murmurez à l'oreille des puissants, vous étiez « un visiteur du soir » à l'Élysée sous Nicolas Sarkozy, et vous livrez régulièrement vos pronostics. À dix-huit mois de la présidentielle, quelles sont vos prévisions ?

Je souhaite la défaite de François Hollande en 2017, et souhaite pour l'honneur de ce pays que la candidate du FN ne soit pas en tête au premier tour. Ou qu'elle soit écrasée au deuxième tour. À partir de là, il faut que le candidat de droite présent au premier tour n'ait pas de candidat du centre contre lui, et qu'il puisse au deuxième tour mobiliser le maximum de voix de gauche.

Mon regard se tourne naturellement vers Alain Juppé - comme je le répète depuis un an. C'est le seul homme politique de droite capable de réaliser ce scénario. S'il remporte la primaire, l'élection présidentielle est terminée pour des raisons mécaniques.

Le scénario de Marine Le Pen élue présidente de la République en 2017 est-il de l'ordre du possible ?

Je n'y crois pas, mais j'ai la conviction - qui peut être fortement démentie - que Marine Le Pen est une vraie femme politique. Elle se fiche du fond,

et je pense qu'elle finira par accepter l'euro. Si un tel scénario se produit, alors elle cassera en deux la droite française. Car la monnaie unique est encore la dernière ligne qui sépare la partie dure de la droite républicaine et le Front national.

Marine Le Pen a réussi à se débarrasser des oripeaux de l'antisémitisme, du racisme. Elle a même fait la leçon à Nadine Morano. In fine, elle a tué le père, idéologiquement. Si elle se convertit à l'euro, qu'est-ce qui différenciera Marine Le Pen de la CSU allemande ?

VIDEO Entretien avec Alain Minc, économiste, sur le thème « Par ici la sortie de crise ? »

<https://youtu.be/pODcqTPbGYY>

<https://youtu.be/PyxmvQc8QA8>

Propos recueillis par Laurent Lequien

latribune.fr

VI) Hollande fait la leçon à la CGT et accorde 0,1% aux retraités

Gérard Le Puill



Hier, pendant que le chef de l'Etat évoquait sa préférence pour le dialogue entre patrons et syndicats devant la conférence sociale, l'Union confédérale des retraités CGT rappelait que le

gouvernement a décidé d'augmenter les pensions de 0,1% en octobre après 30 mois de blocage

La presse, unanime, a relevé la pique lancée par François Hollande contre la CGT, sans toutefois la nommer, dans son discours inaugural de la Conférence sociale pour l'emploi. « Il est commode de ne jamais s'engager à signer le moindre accord en espérant que d'autres le feront à leur place, tout en dénonçant les insuffisances du dialogue social » a dit le président de la République avant d'ajouter que cette conférence « place les présents et les absents devant leurs responsabilités ».

Cette volonté de ringardiser la CGT après la décision de cette dernière de ne pas se prêter à un simulacre de concertation ne figurait pas dans le discours écrit du chef de l'Etat où l'on pouvait lire ceci : « Mais si le dialogue social vient à s'enrayer, soit par défaut de participation des acteurs - ils en ont le droit- soit par contestation de son utilité - ce qui serait faux- , alors ce n'est pas le dialogue social qui sera enrayeré, c'est le modèle social qui sera défait. Et les premières victimes seront les salariés qui seront laissés à eux-mêmes sans représentants légitimes capables de les défendre : mais les entreprises elles-mêmes, et je les mets en garde si certains avaient cette idée à l'esprit. Les entreprises elles-mêmes, faute de dialogue social, faute de responsabilité sociale, faute d'un modèle partagé, seraient confrontées à des mouvements qu'elles ne pourraient plus maîtriser, à la confrontation, à la force, à la brutalité, au désespoir ».

Ces propos, typiquement révélateurs de la personnalité ambiguë de François Hollande, semblent faire référence à ce qui s'est passé récemment à Air France. Cela étant, pour que le dialogue social soit utile aux salariés il faut qu'il y ait « du grain à moudre », comme disait naguère André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière. Or les patrons ne mettent rien sur la table des négociations et le gouvernement non plus.

Alors que les pensions de retraite n'avaient connu aucune revalorisation depuis avril 2013, l'Union Confédérale des retraités CGT publiait hier, au moment où François Hollande incitait les patrons et les syndicats à négocier, un communiqué révélateur de l'hypocrisie du chef de l'Etat et de son gouvernement.

Ce communiqué rappelait que l'annonce, par le gouvernement d'une revalorisation des retraites de base « à hauteur de 0,1% à dater du 1er octobre 2015 vient résonner comme une nouvelle provocation à l'égard des retraités. Ainsi, pour une pension de 1.000€ la hausse sera de 1€. C'est depuis avril 2013 que le gouvernement a décidé de geler le montant des pensions de retraite», poursuit le communiqué. Nous avons là un révélateur du quinquennat de François Hollande : une « revalorisation » 0,1% des pensions après 30 mois de blocage.

En osant annoncer une hausse aussi dérisoire, le chef de l'Etat et son gouvernement font de la provocation vis-à-vis des retraités, à commencer par les 13,7 millions de retraités du secteur privé qui ont cotisé à la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV). Certes, le communiqué de l'UCR-CGT prend soin de rappeler que les petites pensions avaient bénéficié d'une prime unique de 40€ pour toute l'année 2014, soit l'équivalent de trois baguettes de pain par mois. C'était déjà une misère et celle de cette année est encore pire. « C'est la raison pour laquelle l'UCR-CGT et 8 autres organisations appellent à faire du 24 novembre une nouvelle journée de mobilisations et de manifestations dans tout le pays», afin d'obtenir une véritable revalorisation des pensions.

Ainsi donc, pendant que François Hollande donne des leçons de syndicalisme à la CGT, son gouvernement n'en finit pas de prendre aux pauvres pour donner aux riches à travers de multiples mesures de défiscalisation qui ne parviennent même pas à créer de nouveaux emplois.

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue